

Salaires, ASC, réorganisations, pressions, répressions, temps de travail, casse du service public. Le menu 2026 est salé. On vous détaille ça avec pour seul objectif une mobilisation d'ensemble de tous les postières et postiers ! La facture, ça n'est pas à nous de la payer !

SALAIRES : On frise le zéro absolu !

Ou plutôt le ridicule : 0,4 % d'augmentations pour les salarié.es des classes 1 et 2 + 0,7% du complément de rémunération pour tous. Ne vous embêtez pas à calculer, ça fait entre 9 et 15 euros par personne, en plus par mois. Pour les fonctionnaires, on tourne autour des 2 à 3 euros.

Selon La Poste – et le gouvernement – l'inflation serait de 0,7 % en 2025. Seuls les gens hors sol ou réellement riches peuvent penser que le vrai coût de la vie est si faible. N'en jetons plus, il en manque de toute façon !

Pour les cadres, c'est une négociation individuelle. Au mérite si vous préférez, à « la performance opérationnelle et au respect du système d'excellence » en langage managérial.

Très peu pour SUD, le mérite revenant plutôt à donner un sens à son travail, celui de servir la population.

ASC nationales : ça part mal...

Le démarrage de la plateforme Up Kalidéa est laborieux. On parle là des chèques vacances, des CESU, des offres sociales, des allocations de rentrée scolaire, des colonies de vacances, des centres de vacances pour adulte, etc... ça prend du retard et il semble qu'il y ait des entourloupes. A qui la faute ?

• **A La Poste tout d'abord**, qui n'a pas voulu négocier davantage que 2,46 % de la masse salariale (le cumul de tous les salaires de postiers) pour le budget des ASC, ce qui représente 135 millions d'euros. Une partie part dans les cantines et la ristourne qui l'accompagne.

Une partie va dans les billetteries loisirs, cultures et offres sports (voir votre CSE pour le savoir).

Quand on voit nos niveaux de rémunération, ajouté aux départs massifs de toutes les générations de collègues recrutés dans les années 80, en fin d'indice, donc avec traitement et salaire un peu moins misérables, remplacés en partie seulement par des nouveaux CDI payés pour la plupart au SMIC, ces 2,46 % ne vont pas nous faire naviguer au large...

• **Aux organisations syndicales**, qui se reconnaîtront, qui ont vendu à tort du rêve lors des élections professionnelles.

Le budget est insuffisant !

Il ne fallait pas signer l'accord ASC !

Il ne fallait pas acter la fermeture de la Direction Nationale des Activités Sociales (DNAS) !

Il ne fallait pas enterrer les associations historiques avec l'eau du bain !

A promettre des 1000 euros pour ceci ou cela, certains se retrouvent le bec dans l'eau de ce même bain...

Pour + d'ASC il faut + de salaires ! C'est simple à comprendre. Mais ça demande une réaction collective d'ampleur !

La répression antisyndicale continue sur les collègues qui disent tout haut ce que beaucoup pensent tout bas

La liste des camarades réprimés est trop longue pour être exhaustive !

SUD note qu'après les 5 du 92, l'acharnement dans le 78, c'est Samuel dans le 66 qui est licencié parce qu'il a refusé de partir en tournée sans roue de secours ou parce qu'il ramenait du courrier après une tournée, en rentrant à l'heure. Sam est avant tout un syndicaliste qui l'ouvre.

"La Poste veut qu'on la ferme"

Yann dans le 13 est encore en discipline parce qu'il prend la parole collectivement dans des sites postaux.

Que croyez-vous qu'il y raconte Yann ? Il parle de la vérité des conditions de travail, il revendique la partage des richesses, il dénonce les conséquences d'une réorganisation, il refuse les pressions commerciales. C'est ça qu'il doit taire ? Notre quotidien ?



On ne devrait pas dire qu'avec les intempéries de janvier, les jours où on nous a demandé de ne pas venir travailler, La Poste soit vole des congés aux agents, soit leur demande de les rendre deux mois plus tard, pendant la distribution des plis électoraux par exemple ?

Onnedevraitpasdirequ'àforcedefermerdes bureaux de Poste, quand des hackers russes piratent le système informatique, en représailles au soutien militaire français en Ukraine, les files d'attente et les incivilités se multiplient ?

On ne devrait pas dire qu'en mettant de l'IA partout dans la « relation client », tout rapport humain est biaisé, les intentions sont faussées, au détriment de l'agent comme de la population qui met ses petits deniers à la Banque Postale ?

On ne devrait pas dire que La Poste répand son venin avec les fameuses nouvelles OTT (organisation du temps de travail) qui visent à nous faire travailler moins quand il y a moins d'activité et nous faire travailler plus quand il y a davantage d'activités ? Le tout pour ne pas recruter ? Le tout pour ne pas payer d'heures supplémentaires majorées... ?

On ne devrait pas dire que ça suffit d'avoir à se repositionner sur sa propre fonction - on pense aux services commerciaux, RH, supports, mais aussi aux chargées de clientèle - donnant l'impression d'avoir à se battre ou à tout changer pour conserver son travail ?

Voilà ce que disent les syndicalistes SUD qui viennent vous voir. Elles et ils ne font pas ça pour vous plaire. Elles et ils le font pour vous défendre !

Alors que notre nouvelle PDG s'est fait voter au Conseil d'Administration un parachute doré à plus de 900 000 euros en cas de départ anticipé en 2027 (on se rappelle que c'est le Président de la République qui nomme le ou la PDG de La Poste, or en 2027, qui peut prédire qui sera élu...), vote où seul SUD a voté contre (ouais on sait, c'est dingue...)...

Alors surtout que La Poste va annoncer un bénéfice de plus d'un milliard d'euros (8,5 milliards d'euros cumulés depuis 2020)... on devrait accepter tout ça sans réagir ?

Pour SUD, le moment exige de construire des actions collectives et unitaires !



Le 4 février, appel à la grève et rassemblement à Marseille pour soutenir Yann, mais aussi pour lutter contre les réorganisations et pour des augmentations salariales de 300 euros net par agent !

On enfonce le clou en construisant collectivement une grève nationale de toutes les postières et tous les postiers !!!